

Délibération n° 38-12-20

Nombre de Membres

En exercice :	25
Présents :	13
Pouvoirs :	8
Votants :	21
Absents :	4

Nombre de Voix

Voix :	29
Pour :	29
Contre :	0
Bulletin blanc :	0
Abstention :	0

Objet : Mise en place du
RIFSEEP pour la filière
technique et refonte pour la
filiale administrative.

**Extrait du registre des délibérations du
Syndicat Mixte du Bassin de l'Or**

Séance du 17 Décembre 2020

Le dix-sept décembre deux mille vingt à dix-sept heures trente, le Conseil Syndical, dûment convoqué le 11 décembre 2020, s'est réuni à Saint-Aunès, salle polyvalente, sous la Présidence de Claude **BARRAL**.

Le Président procède à l'appel nominal et constate que le quorum est atteint, conformément aux statuts du Sympo qui prennent en compte les procurations. La séance est ouverte à 17 h 30.

MEMBRES PRESENTS

Conseil Départemental de l'Hérault
M. Claude BARRAL M. Yvon PELLET
Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or
M. Gérard GRABIEL M. Bernard GANIBENC M. Fabrice PECQUEUR M. René CHALOT M. Christian JEANJEAN
Communauté de Communes du Pays de Lunel
M. Florian TEMPIER M. Jean-Michel ROUX M. Michel CRECHET Mme Marie PELLET LAPORTE (suppléante – remplace M. Fabrice FENOY)
Montpellier Méditerranée Métropole
Mme Véronique NEGRET M. Bruno PATERNOT

MEMBRES AYANT DONNE PROCURATION

Conseil Départemental de l'Hérault
Mme Véronique CALUEBA RIZZOLO (procuration à M. Jean-Michel ROUX) Mme Dominique NURIT (procuration à M. Claude BARRAL)
Agglomération du Pays de l'Or
M. Jean ORTEGA (procuration à M. Christian JEANJEAN)
Communauté de Communes du Pays de Lunel
M. Hervé DIEULEFES (procuration à M. Michel CRECHET) M. Jean-Jacques ESTEBAN (procuration à M. Jean-Michel ROUX)
Montpellier Méditerranée Métropole
Mme Jackie GALABRUN BOULBES (procuration à M. Bruno PATERNOT) M. Geniès BALAZUN (procuration à Mme Véronique NEGRET)
Communauté de Communes du Grand Pic Saint-Loup
M. Jean-Claude ARMAND (procuration à M. Bernard GANIBENC)

VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,

VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et notamment les articles 87 et 88,

VU le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du premier alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984,

VU le décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la Fonction Publique de l'État,

VU le décret n°2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux,

VU le décret n° 2020-182 du 27 février 2020 relatif au régime indemnitaire des agents de la Fonction Publique Territoriale qui actualise le tableau d'équivalence entre les corps de la fonction Publique de l'Etat et les cadres d'emplois de la Fonction Publique Territoriale,

VU la délibération n° 9-12-2016 instituant la mise en place du RIFSEEP pour le cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux de la filière administrative,

CONSIDERANT qu'il y a lieu d'appliquer le Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP), conformément au principe de parité tel que prévu par l'article 88 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, en lieu et place du régime indemnitaire existant pour les ingénieurs et techniciens territoriaux de l'établissement,

CONSIDERANT qu'il convient de reprendre le cadre général déjà établi et de définir le contenu de ce régime indemnitaire pour les nouveaux grades concernés et de compléter le cadre général des rédacteurs territoriaux défini dans la délibération n° 9-12-2016,

VU les avis favorables des représentants de l'administration des Comités Techniques du Centre de Gestion de l'Hérault réunis les 24 novembre et 15 décembre 2020, relatifs à la mise en place des critères professionnels liés aux fonctions et à la prise en compte de l'expérience professionnelle en vue de l'application du RIFSEEP aux agents du Symbo,

Le Président propose à l'assemblée délibérante d'instaurer le RIFSEEP pour la filière technique et de compléter le RIFSEEP pour la filière administrative et d'en déterminer les critères d'attribution.

Il rappelle que le RIFSEEP se compose de deux éléments :

1/ l'Indemnité de Fonctions, de Sujétions et d'Expertise (IFSE) (part obligatoire), qui vise à valoriser l'exercice des fonctions et constitue l'indemnité principale de ce nouveau régime indemnitaire. Cette indemnité repose, d'une part, sur une formalisation précise des critères professionnels et d'autre part, sur la prise en compte de l'expérience professionnelle.

2/ le Complément Indemnitaire Annuel (CIA) (part facultative) lié à l'engagement professionnel et à la manière de servir.

Chaque part du RIFSEEP est composé d'un montant de base modulable individuellement, dans la limite des plafonds précisés par arrêté ministériel.

I – Dispositions générales à l'ensemble des filières

Article 1 : LES BENEFICIAIRES

Le présent régime indemnitaire (l'IFSE et éventuellement le CIA) est attribué aux agents titulaires, stagiaires et non titulaires de droit public, à temps complet, non complet et à temps partiel exerçant les fonctions du cadre d'emplois concerné.

Le RIFSEEP est applicable aux différents cadres d'emplois de la Fonction Publique Territoriale.

Article 2 : CONDITIONS DE CUMUL

Le régime indemnitaire mis en place par la présente délibération est par principe exclusif de toutes autres primes et indemnités liées aux fonctions et à la manière de servir.

En conséquence, le RIFSEEP ne peut se cumuler avec :

- ☛ la Prime de Service et de Rendement (PSR),
- ☛ l'Indemnité Spécifique de Service (ISS),
- ☛ la prime de fonction informatique,
- ☛ l'indemnité de responsabilité des régisseurs d'avances et de recettes,
- ☛ l'indemnité pour travaux dangereux et insalubres.

En revanche, le cas échéant, ce régime indemnitaire pourra être cumulé avec :

- ✓ l'indemnisation des dépenses engagées au titre des fonctions exercées (frais de déplacement),
- ✓ les dispositions d'intéressement collectif,
- ✓ les indemnités différentielles complétant le traitement indiciaire,
- ✓ les sujétions ponctuelles directement liées à la durée du travail (heures supplémentaires, astreintes),
- ✓ la prime de responsabilité versée aux agents détachés sur un emploi fonctionnel,
- ✓ l'indemnité forfaitaire complémentaire pour la participation aux consultations électorales (IFCE).

Article 3 : MODALITES DE VERSEMENT

Le montant individuel attribué au titre de l'IFSE et, le cas échéant, au titre du CIA, sera librement défini par l'autorité territoriale, par un arrêté individuel, dans la limite des conditions prévues par la présente délibération.

Les agents admis à exercer leurs fonctions à temps partiel, les agents occupant un emploi à temps non complet ainsi que les agents quittant ou étant recrutés dans la collectivité en cours d'année, sont admis au bénéfice des primes et indemnités instituées au prorata de leur temps de service.

Concernant les indisponibilités physiques et conformément au décret n°2010-997 du 26 août 2010, le RIFSEEP sera maintenu dans les mêmes conditions que le traitement, durant les congés suivants :

- congés de maladie ordinaire (traitement maintenu pendant les 3 premiers mois puis réduit de moitié pour les 9 mois suivants),
- congés annuels (plein traitement),
- congés pour accident de service ou maladie professionnelle (plein traitement),
- congés de maternité, de paternité et d'adoption (plein traitement),
- Congés de longue maladie, versement du RIFSEEP la 1^{ère} année.

Il sera suspendu en cas de congé de longue durée ou de grave maladie.

Conformément à la circulaire du 1^{er} juin 2007 de la DGAFP, en cas de temps partiel thérapeutique, l'IFSE sera calculée au prorata de la durée effective de service de l'agent.

L'attribution individuelle sera décidée par l'autorité territoriale et fera l'objet d'un arrêté individuel.

Article 4 : CONDITIONS DE REEXAMEN

Le montant de l'IFSE est réexaminé :

- en cas de changement de fonctions,
- au moins tous les quatre ans, en l'absence de changement de fonctions et au vu de l'expérience acquise par l'agent,
- en cas de changement de grade à la suite d'une promotion.

Une modulation de l'IFSE pourra être réexaminée tous les 2 ans sans obligation de revalorisation.
L'IFSE est versée mensuellement.

Article 5 : GARANTIE ACCORDÉE AUX AGENTS

Conformément à l'article 6 du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014, "*lors de la première application des dispositions du présent décret, le montant indemnitaire mensuel perçu par l'agent au titre du ou des régimes indemnitaires liés aux fonctions exercées ou au grade détenu, le cas échéant, aux résultats, à l'exception de tout versement à caractère exceptionnel, est conservé au titre de l'IFSE jusqu'à la date du prochain changement de fonctions de l'agent*".

Les agents relevant des cadres d'emplois énumérés ci-dessus conserveront le montant indemnitaire qu'ils percevaient mensuellement avant la mise en place du RIFSEEP au titre de l'IFSE.

Ce maintien indemnitaire perdure jusqu'à ce que l'agent change de fonction. Cette garantie ne fait pas obstacle à une revalorisation du montant de l'IFSE perçu par l'agent.

II – Mise en place de l'IFSE

2-1. Principe

L'IFSE vise à valoriser l'exercice des fonctions et constitue l'indemnité principale du nouveau régime indemnitaire. Cette indemnité repose, d'une part, sur une formalisation précise de critères professionnels et d'autre part, sur la prise en compte de l'expérience professionnelle. Elle est liée au poste de l'agent et à son expérience professionnelle.

Conformément à l'article 2 du décret du 20 mai 2014, chaque emploi ou cadre d'emplois est réparti entre différents groupes de fonctions au vu des critères professionnels suivants :

Critère 1	Critère 2	Critère 3
Fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception.	Technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions requérant initiative et autonomie.	Sujétions particulières ou degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel

2-2. Conditions d'attribution

FILIERE ADMINISTRATIVE

- Cadre d'emplois des attachés territoriaux (catégorie A)**

Arrêté du 3 juin 2015 pris pour l'application au corps interministériel des attachés des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la Fonction Publique d'Etat.

Groupes	Fonctions	IFSE montant maximal annuel réglementaire
1	Direction administrative	36 210 €
2	Responsable administratif/ve et financier/e ou Fonctions administratives complexes et exposées avec expertise	32 130 €
3	Fonctions administratives complexes	25 500 €

- Cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux (catégorie B)**

Arrêté du 19 mars 2015 pris pour l'application au corps des secrétaires administratifs des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la Fonction Publique d'Etat.

Groupes	Fonctions	IFSE montant maximal annuel réglementaire
1	Responsable d'une équipe ou unité administrative ou fonctions administratives avec expertise de haut niveau	17 480 €
2	Fonctions administratives avec expertise (RH, finances, assistance à la gestion de projets)	16 015€
3	Assistance administrative (secrétariat et assistance auprès de la direction, des techniciens et ingénieurs)	14 650 €

- Cadre d'emplois des adjoints territoriaux (catégorie C)**

Arrêté du 20 mai 2014 pris pour l'application au corps des adjoints administratifs des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la Fonction Publique d'Etat.

Groupes	Fonctions	IFSE montant maximal annuel réglementaire
1	Assistance administrative (secrétariat des affaires courantes)	11 340 €
2	Agent d'exécution, agent d'accueil	10 800 €

FILIERE TECHNIQUE

- **Cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux (catégorie A)**

Arrêté du 26 décembre 2017 pris pour l'application au corps des ingénieurs des services techniques du Ministère de l'Intérieur des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la Fonction Publique d'Etat.

Groupes	Fonctions	IFSE montant maximal annuel réglementaire
1	Direction Générale de la structure	36 210 €
2	Chargé de mission ou Chargé d'opérations	32 130 €
3	Chargé d'études ou de projets	25 500 €

- **Cadre d'emplois des techniciens territoriaux (catégorie B)**

Arrêté du 7 novembre 2017 pris pour l'application au corps des techniciens supérieurs du développement durable du Ministère de l'Intérieur des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la Fonction Publique d'Etat.

Groupes	Fonctions	IFSE montant maximal annuel réglementaire
1	Coordonnateur d'une unité technique ou Chargé d'opérations avec expertise et fonctions de pilotage	17 480 €
2	Technicien Rivière, Technicien Zones Humides ou fonctions techniques supérieures d'animation, de suivis scientifiques ou de gestion d'ouvrages, avec expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions	16 015 €
3	Technicien Supérieur	14 650 €

- **Cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux (catégorie C)**

Arrêté du 28 avril 2015 pris pour l'application au corps d'adjoints techniques des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la Fonction Publique d'Etat.

Groupes	Fonctions	IFSE montant maximal annuel réglementaire
1	Agent technique	11 340 €
2	Agent d'exécution	10 800 €

III – Mise en place du CIA

Principe

Le CIA est lié à l'engagement professionnel et de la manière de servir. Il est apprécié au moment de l'entretien professionnel annuel, selon les critères fixés dans le formulaire de fiche d'entretien professionnel applicable dans la collectivité.

Son montant ne peut excéder :

- ⇒ 15 % du plafond global du RIFSEEP (IFSE + CIA) pour les fonctionnaires de catégorie A,
- ⇒ 12 % du plafond global du RIFSEEP (IFSE + CIA) pour les fonctionnaires de catégorie B.
- ⇒ 10 % du plafond global du RIFSEEP (IFSE + CIA) pour les fonctionnaires de catégorie C.

L'engagement professionnel et la manière de servir des agents pris en compte pour l'attribution du CIA sont appréciés au regard des critères suivants en lien avec l'entretien d'évaluation professionnelle de l'année en cours :

- l'investissement,
- la connaissance de son domaine d'intervention,
- le sens du service public,
- la capacité à travailler en équipe,
- la capacité à s'adapter aux exigences du poste,
- l'implication dans les projets, la réalisation d'objectifs.

Le CIA pourra être versé annuellement au mois de décembre si le budget de l'année en cours le permet.

Les plafonds annuels du complément indemnitaire sont fixés comme suit :

F I L I E R E A D M I N I S T R A T I V E

- **Cadre d'emplois des attachés territoriaux (catégorie A)**

Groupes	Fonctions	CIA montant maximal annuel réglementaire
1	Direction administrative	6 390 €
2	Responsable administratif/ve et financier/e ou Fonctions administratives complexes et exposées avec expertise	5 670 €
3	Fonctions administratives complexes	4 500€

- **Cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux (catégorie B)**

Groupes	Fonctions	CIA montant maximal annuel réglementaire
1	Responsable d'une équipe ou unité administrative ou fonctions administratives avec expertise de haut niveau	2 380 €
2	Fonctions administratives avec expertise (RH, finances, assistance à la gestion de projets)	2 185€
3	Assistance administrative (secrétariat et assistance auprès de la direction, des techniciens et ingénieurs)	1 995€

- **Cadre d'emplois des adjoints territoriaux (catégorie C)**

Groupes	Fonctions	CIA montant maximal annuel réglementaire
1	Assistance administrative (secrétariat des affaires courantes)	1 260 €
2	Agent d'exécution, agent d'accueil	1 200 €

F I L I E R E T E C H N I Q U E

- **Cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux (catégorie A)**

Groupes	Fonctions	CIA montant maximal annuel réglementaire
1	Direction Générale de la structure	6 390 €
2	Chargé de mission ou Chargé d'opérations	5 670 €
3	Chargé d'études ou de projets	4 500 €

- **Cadre d'emplois des techniciens territoriaux (catégorie B)**

Groupes	Fonctions	CIA montant maximal annuel réglementaire
1	Coordonnateur d'une unité technique ou Chargé d'opérations avec expertise et fonctions de pilotage	2 380 €
2	Technicien Rivière, Technicien Zones Humides ou fonctions techniques supérieures d'animation, de suivis scientifiques ou de gestion d'ouvrages, avec expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions	2 185 €
3	Technicien Supérieur	1 995 €

- **Cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux (catégorie C)**

Groupes	Fonctions	CIA montant maximal annuel réglementaire
1	Agent technique	1 260 €
2	Agent d'exécution	1 200 €

IV – Date d'effet

La présente délibération prendra effet au 1^{er} janvier 2021.

A compter de cette date, les délibérations antérieures relatives au régime indemnitaire pour l'ensemble du personnel du Symbo, seront abrogées.

.../...

Après en avoir délibéré, l'assemblée délibérante décide :

- **D'INSTAURER** un nouveau régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) pour la filière technique tel que présenté ci-dessus ;
- **D'ACTUALISER** le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) établi pour la filière administrative tel que présenté ci-dessus ;
- **D'AUTORISER** le Président à fixer par arrêté individuel le montant de l'IFSE et du CIA versés aux agents concernés dans le respect des dispositions fixées ci-dessus ;
- **DE PREVOIR** et **D'INSCRIRE** les crédits correspondants au budget.
- que la présente délibération abroge les délibérations antérieures concernant le régime indemnitaire

Fait à Lunel, le 17 décembre 2020

**SYNDICAT MIXTE
du BASSIN de L'OR**
130, chemin de Merles
34400 LUNEL

Le Président

Claude **BARRAL**

Le Président,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois à compter de sa notification, sa réception par le représentant de l'Etat et sa publication.